

Bertrand du MARAIS

Conseiller d'État - Rapporteur à la Section des Travaux Publics

CNIL (Commission nationale Informatique et Libertés),
Membre du Collège depuis février 2019, renouvelé pour 5 ans au 1^{er} août 2021
en charge des Relations Internationales, de e-Privacy, de l'inter-régulation et de l'évaluation économique.

CNIS (Conseil National de l'Information Statistique),
Président, depuis octobre 2024 pour un mandat de 5 ans

Carrière professionnelle antérieure

février 2010- février 2015

Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Nanterre

Professeur de droit public, détaché du Conseil d'Etat, Section CNU : 02

Fondateur et Directeur du Master 2 Droit de l'Economie ;

Co-directeur du DU Droit de l'énergie, des infrastructures et du financement de projets

avril 2008 – 2010

Conseil d'État, Paris

Rapporteur à la Section du contentieux et à la Section de l'administration

Rapporteur à la Section du rapport et des études : « Coûts, efficacité et qualité de la Justice »

octobre 2007 – mars 2008

Secrétariat d'État chargé de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques, Paris

Chargé d'une mission sur l'évaluation des PPP par le Secrétaire d'Etat:

mars 2005- septembre 2007

Ministère de la Justice et Université Paris 10 Nanterre :

Programme de Recherches Attractivité économique du Droit, Paris

Créateur, Coordinateur scientifique et responsable du projet, budget : 500.000 Euros environ

avril 2002 – mars 2005

Conseil d'État, Paris

Rapporteur général adjoint de la Section du rapport et des études : créateur des cycles de colloques
Rapporteur à la Section du contentieux.

avril 1998- avril 2000

Commissariat Général du Plan, Paris

Adjoint au Chef du Service de l'Évaluation et de la Modernisation de l'État:

juillet 1997 - avril 1998

Secrétariat État au Budget, Paris

Conseiller Technique au Cabinet du ministre, Christian SAUTTER:

1995 - juillet 1997

Banque Mondiale, Département Juridique, Washington DC, USA

Conseiller Juridique.

1993 - 1995

Conseil d'Etat, Paris

Maître des Requêtes, Commissaire du Gouvernement:

Contentieux des étrangers, de l'environnement, de l'urbanisme, des finances publiques, de la fonction publique.

1989 - 1993

Conseil d'Etat, Paris

Auditeur, Rapporteur:

Rapporteur à la section du contentieux: contentieux des étrangers, de l'environnement, de l'urbanisme, des finances publiques, de la fonction publique, contentieux fiscal;

Rapporteur à la Section des Finances: examen des textes économiques, fiscaux et financiers.

Missions d'expertise et de conseil

2012 - 2019

Conseil supérieur des messageries de Presse, Paris,

Membre de la « Commission de suivi de la situation économique et financière des messageries de Presse ».

	Formation
1989	Ancien Élève de l'ENA
1985	Diplômé de l'ESSEC
Depuis septembre 2022	AEI International School, Université Paris Est, Créteil, <i>Professeur Associé de Droit : Competition Law, International Public Law, EU Law</i>
Depuis 2009	Affiliations à des laboratoires et structures de recherche : FIDES (Forum sur les Intéractions entre le Droit, l'Economie et la Société) : Think tank académique, Association de la loi de 1901 (http://www.fides.institute) <i>Membre fondateur puis président depuis janvier 2012</i>
	Thèmes de recherches : Droit de la régulation économique et nouveaux champs du droit public économique ; Relations entre droit et théorie économique, notamment dans le champ du droit public ; Evaluation économique comparative du droit ; Droit administratif comparé.
	Publications et travaux (sélection, voir liste complète par ailleurs)
	Ouvrages :
	« États-Unis : l'administration publique en crises? » (dir.), numéro spécial, <i>Revue française d'administration publique</i> , 2019/2, n°170, p. 313-461 ; https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2019-2.htm
	<i>Legal Certainty in Real Estate Transactions: A Comparison of England and France</i> , (dir. avec David Marrani), Cambridge, Intersentia Ius commune europaeum, 2016, 134 p.
	<i>Dictionnaire des régulations</i> , Paris, Lexis Nexis, décembre 2015, 664 p. avec près de soixante contributeurs et sous la direction de M. Bazex, G. Eckert, R. Lanneau, C. Le Berre, B. du Marais et A. Sée (couronné par le Prix du Livre de la pratique juridique 2016 du Club des Juristes).
	<i>Agences de notation, immobilier, contrats publics : contributions sur l'attractivité économique du droit</i> (direction), Paris, La documentation française, septembre 2007, 256 p.
	<i>Des indicateurs pour mesurer le droit ? Les limites des rapports Doing business</i> sous la direction de Bertrand du Marais (avec D. Blanchet et A. Dorbec) Ed. La Documentation française, Paris, 2006, 158 p.
	<i>Droit public de la régulation économique</i> , Ed. Presses de Sciences-Po - Dalloz, Collection Amphi, Paris, janvier 2004, 612 p.
	Couronné par le Prix Charles Dupin 2004 de l'Académie des sciences morales et politiques
	Chapitres et articles:
	« Qualité des études d'impact et travail parlementaire », Avec B. Monnery, <i>Revue d'Économie Politique</i> , 2022/1, Vol. 132, p. 113-147
	du Marais, “Training Lawyers for a Globalized World in Economic Crisis”, <i>Journal of Legal Education</i> , vol. 61, n°3, February 2012, p. 455-467.
	du Marais B., Houedanou P., „ <i>Die Reichweite zwingenden materiellen Rechts für die Arbeit unabhängiger Regulierungsbehörden</i> “ In J. Masing und G. Marcou, <i>Unabhängige Regulierungsbehörden</i> , Mohr Siebeck, 2010, p.267-298.
	du Marais B. et Ménard C., “ <i>Can We Rank Legal Systems According to Their Economic Efficiency?</i> ” <i>Washington University Journal of Law and Policy</i> , St Louis, Miss., Vol. 26, 2008, p.55-80.
	du Marais B., CONAC P-H., PIQUEMAL A., FROUTÉ P., « Rating the Law: How financial rating agencies are assessing the legal risks of financial transactions” in P. Nobel (dir.), <i>Law and Economics of Risk in Finance</i> , Schulthess, Zürich 2007, p. 15 - 34.